

JEUNE GENEVOIS

Par Thomas Juch, Vice-président

Quelques corrections à l'adresse des partisans de la LJAr

A ce jour, la Suisse n'a pas encore légiféré sur les jeux d'argent en ligne. Un projet de Loi Fédérale sur les jeux d'argent (LJAr) est néanmoins en cours. Si ce projet venait à être adopté le 10 juin prochain, les plateformes de jeux en ligne seraient strictement réglementées. En particulier, les plateformes basées à l'étranger qui exercent légalement leurs activités en Europe, deviendraient illégales en Suisse.

Si le « oui » à la LJAr l'emporte, seuls les casinos terrestres seraient autorisés à gérer des casinos en ligne. La concurrence étrangère en ligne serait tenue à l'écart de la Suisse par le biais d'un blocage étatique du réseau, ce qui en retour engendrerait un marché noir de grande ampleur.

Le système choisi par le Parlement suisse et prôné dans la LJAr n'est pas usuel en Europe. En effet, la majorité des pays européens ayant introduit des réglementations sur les jeux d'argent en ligne autorisent les licences en ligne indépendantes. Selon les opposants à la LJAr, il serait effectivement plus judicieux d'accorder une concession à tous les acteurs qui sont prêts à se plier au droit suisse et à payer des impôts sur leur revenu.

En résumé, le principal point de friction entre les partisans du « oui » et les opposants réside dans la question de la redistribution des revenus des jeux à la collectivité. Quel modèle serait le plus bénéfique pour les cantons, l'AVS, les associations culturelles, sportives, etc. ?

La LJAr qui exclue du marché tous les acteurs étrangers et réserve aux casinos terrestres bénéficiant déjà d'une concession le droit d'exploiter des casinos en ligne ? Ou alors un modèle plus libéral tel que mis en place avec succès dans d'autres pays européens où tous les acteurs qui sont prêts à respecter le droit suisse et payer des impôts sont admis ?

La LJAr alias le modèle le moins rationnel de l'économie de marché

Afin d'y voir plus clair, la question qu'il faut se poser, c'est à qui profite la nouvelle LJAr telle que proposée par le parlement. A l'AVS ? Aux cantons ? Aux associations sportives et culturelles ? Aux joueurs qui seraient mieux protégés ? Que nenni les principaux bénéficiaires de cette loi sont les casinos terrestres basés en Suisse, dont la majorité est – soit dit en passant – détenue par des entreprises étrangères.

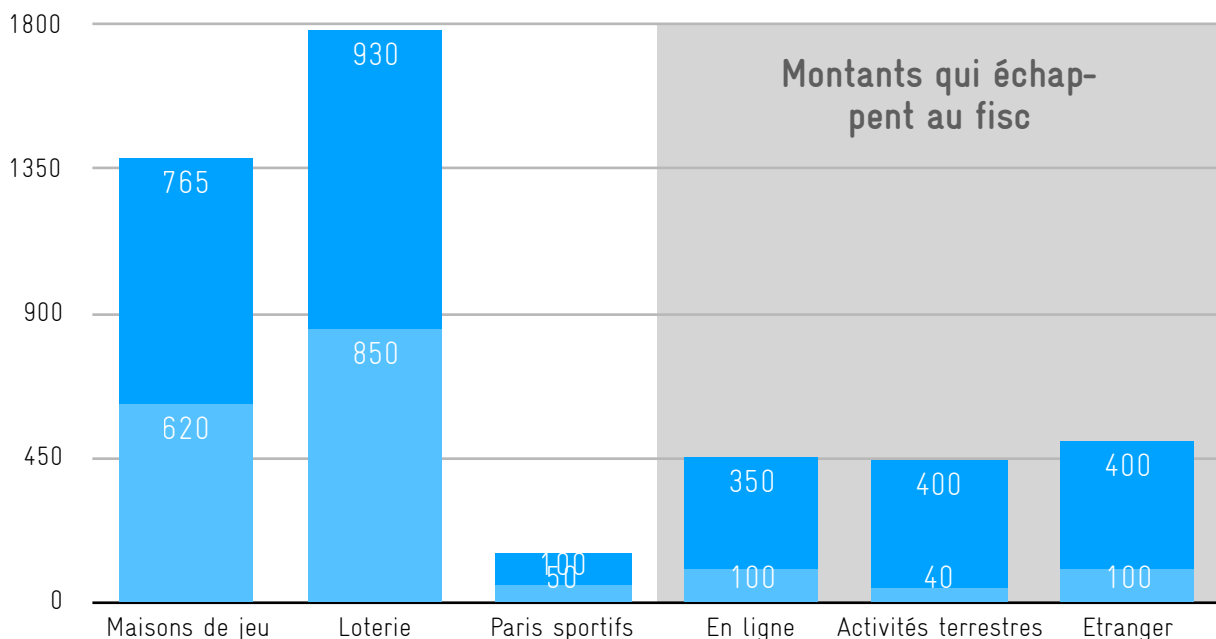
D'après les partisans de la loi, plus de 250 millions de francs sortiraient chaque année du territoire suisse en raison de l'utilisation de plateformes de jeux en ligne étrangères. Ces entreprises étant basées en dehors du territoire helvétique, elles ne sont pas taxées en Suisse. Les sommes dépensées sur leurs sites échappent donc à l'imposition et ne constituent pas de revenus pour l'AVS, les associations sportives, etc. Pour avancer ce chiffre, les partisans de la loi se réfèrent à une étude commandée par l'Office de la justice de l'Université de Berne en avril 2015¹. Ils s'y réfèrent en n'utilisant que les arguments en leur faveur puisqu'à la page 14, l'étude précise qu'il est impossible de concevoir des modèles et prédictions quant aux montants des marchés non réglementés avec les informations à disposition :

„les informations sur les volumes des sous-marchés illégaux [sic; ils sont seulement pas encore réglementés ndlr] ne sont (comme prévu) que incomplètes ou fragmentées. Il n'est donc pas possible de concevoir et d'estimer des modèles fiables et valides (empiriques), [...]”

¹ « Abschätzung der finanziellen Auswirkungen des neuen Geldspielgesetzes » (Evaluation de l'impact financier de la nouvelle Loi sur les jeux d'argent).

LOI SUR LES JEUX D'ARGENT

D'après l'étude, le montant de 250 millions avancé par les partisans du „oui“ est donc à prendre avec des pincettes².



Graphique 1. Ce graphique tiré de l'étude susmentionnée représente l'estimation du produit brut des jeux en 2017 selon différentes catégories. « Maison de jeu » dénomme les casinos terrestres présents en Suisse, « Loterie » les loteries suisses, « Paris sportifs » les paris sur les sports faits en Suisse, « en ligne » représente tous les jeux d'argent en ligne, « activités terrestre » toutes les activités illégales de jeux d'argent qui se passent sur le territoire comme par exemple les tournois de poker qui sont interdits en Suisse, « étranger » représente les sommes dépensées par les Suisses dans les casinos étrangers (principalement en France voisine où les casinos sont beaucoup plus attractifs puisqu'il y a moins de restrictions). Le produit brut des activités « en ligne » qui ne sont pas réglementées, des « activités terrestres » qui sont illégales et les montants dépensés à l'« étranger » constituent des sommes qui ne sont pas taxables par le fisc Suisse.

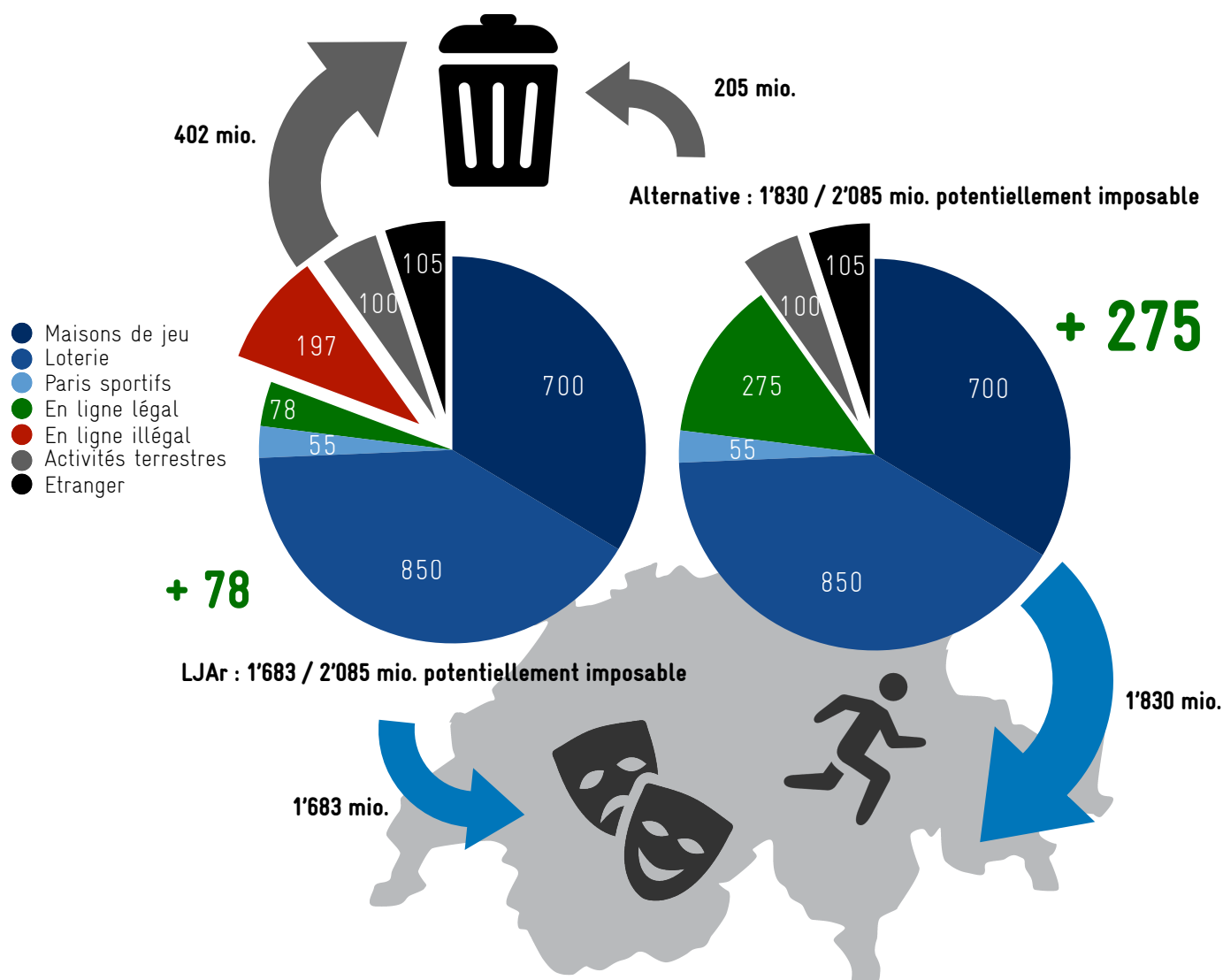
En analysant ce graphique, il devient clair que si la Suisse ne touche pas de rétributions sur les revenus des plateformes en ligne, ce montant est loin d'être l'unique source de « perte » pour notre pays. Les sommes engrangées par les casinos basés en France voisine (entre 100 et 400 millions/an) ou encore dépensées à l'occasion d'activités terrestres illégales en Suisse (entre 40 et 400 millions/an) représentent elles aussi des pertes importantes. Pour utiliser la rhétorique des partisans de la loi et selon le graphique 1, les casinos situés en France voisine et les activités terrestres illégales en Suisse font « perdre » à la collectivité suisse un montant total compris entre 140 et 800 millions par année en 2017. Les plateformes en ligne qui pourraient faire « perdre » entre 100 et 350 millions par années sont donc loin d'être les seules à poser problème du point de vue de l'évasion du produit des jeux.

Elles ont pour seul « désavantage » d'être plus faciles à réglementer que les autres sources de pertes. Difficile en effet de demander aux citoyens de ne pas aller jouer en France voisine ou encore de contrôler une offre terrestre illégale déjà bien implantée.

Dans d'autres pays européens – plus avancés que la Suisse dans ce domaine – les plateformes en lignes basées à l'étranger sont déjà réglementées. Cette situation de « latecomer » donne donc à la Suisse l'opportunité de s'inspirer de ce qui a déjà été fait chez ses voisins pour mettre en place sur son territoire le modèle qui rapportera le plus à la collectivité. En revenant sur l'étude de 2015 qui estime les impacts fiscaux de cette nouvelle loi LJAr, la Suisse pourrait récupérer – dans le meilleur des cas – 78 millions de francs sur les 250 qui s'échappent chaque année à cause des jeux en ligne. Autrement dit, une somme considérable continuerait d'échapper au fisc, notamment à cause du contournement très facile du blocage des plateformes en ligne étrangères et du développement du marché noir.

² Dans l'étude, ce montant pour 2017 n'est d'ailleurs pas de 250 millions mais compris entre 100 et 300 millions.

LOI SUR LES JEUX D'ARGENT



Graphique 2. Ce graphique représente le produit brut estimé des jeux en 2017. Le fromage de gauche montre la situation sous la LJA. Dans ce cas de figure, les activités en ligne sont illégales et les sites bloqués en Suisse ce qui favorise le marché noir. Les sommes qui ne sont pas taxables par le fisc (402 millions) sont donc le produit brut des jeux en ligne « illégaux », les activités terrestres illégales et les sommes dépensées par les suisses dans des casinos à l'étranger. Selon ce modèle et dans le meilleur des cas, la Suisse récupère 78 des 402 millions qui s'échappent chaque année (représentés en vert) grâce au revenu des jeux en ligne légaux dont les casinos suisses ont le monopole. Le fromage de droite représente la situation selon la proposition du comité référendaire. La principale différence réside dans le traitement des plateformes en ligne étrangères. Au lieu de les interdire et de les bloquer, le second modèle propose un système de concessions libérales d'après lequel toutes les plateformes qui souhaitent se soumettre au droit suisse et payer des impôts sont libres d'exercer. Selon ce modèle, la somme qui chape au fisc est de 205 millions par année et la Suisse récupère 275 millions grâce aux impôts perçus sur les gains de plateformes en ligne légales.

Dans un premier temps, les individus concernés par la LJA continueront sans aucun doute à jouer sur ces plateformes étrangères en ligne car elles resteront très attractives malgré les blocages. Rappelons que d'après la LJA, uniquement les casinos terrestres (bénéficiant déjà d'une concession) auront la possibilité de proposer des offres en ligne et il leur faudra un temps d'adaptation avant de pouvoir concurrencer l'attractivité des plateformes étrangères. Par ailleurs, les individus souffrant de dépendance aux jeux seront livrés à eux-mêmes puisqu'il est impossible de contrôler le marché noir et une part substantielle d'argent continuera de s'échapper du territoire. Avec la LJA telle que proposée par le parlement, la Suisse s'éloigne du benchmark européen et s'inspire du modèle Belge bien qu'il ait été largement dénoncé pour son inefficacité.

Cette loi est sous optimale d'un point de vue économique, ouvre la porte au marché noir et s'éloigne diamétralement des régimes mis en place dans la majorité des marchés européens – ce qui pourrait poser problème dans le cadre de futures négociations avec l'UE.

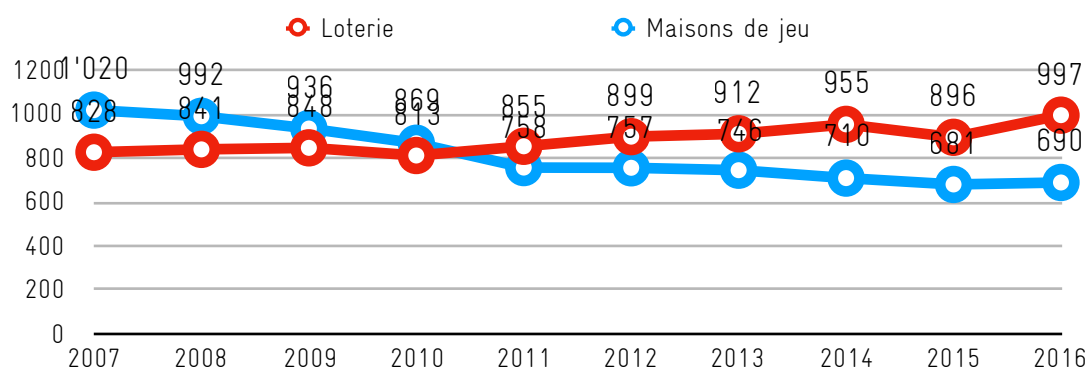
Pourquoi donc le parlement Suisse s'est-il décidé pour une telle loi ?

Afin d'y voir plus clair, la question qu'il faut se poser, c'est à qui profite la nouvelle LJAr concoctée par le parlement. A l'AVS ? Aux cantons ? Aux associations sportives et culturelles ? Aux joueurs qui seraient mieux protégés ? Que nenni ! Les principaux bénéficiaires de cette loi sont les casinos terrestres basés en Suisse, dont la majorité est détenue par des entreprises étrangères.

A ce stade, il est indispensable de préciser que la Loterie Romande ne sera aucunement affectée par ce référendum. La base constitutionnelle en place prévoit un monopole cantonal dans le domaine de la loterie. Si la LJAr est refusée le 10 juin, c'est uniquement la mise en œuvre de la base constitutionnelle qui échouera mais n'aura aucune influence sur la loterie qui dépend de la constitution. Un référendum ne peut pas changer la Constitution ! Quel que soit le résultat de la votation, le monopole de la Loterie Romande restera intact puisqu'il est prévu dans la constitution. Plus encore, la LJAr va bien au-delà des obligations constitutionnelles : la constitution ne demande en aucun cas d'instaurer un blocage des plateformes étrangères en ligne ni d'ailleurs d'instaurer un monopole en faveur des casinos. Il n'est écrit nulle part que l'obtention d'une concession pour une plateforme de jeux en ligne doit impérativement être liée à l'existence préalable d'un casino terrestre. En d'autres mots, la LJAr est le pur produit de protectionnisme des casinos dont la situation économique se détériore jours après jours.

Loterie : Pas affectée par la concurrence en ligne dite illégale (sic!)

La loterie romande et les paris sportifs – 2 des 3 secteurs où le monopole cantonal reste intact selon la nouvelle base constitutionnelle – voient leurs bénéfices croître malgré l'expansion d'internet (cf graphique ci-dessous). Nous pouvons donc en déduire que le développement de plateformes de jeux en ligne ne nuit pas aux bénéfices de la loterie romande ou des paris sportifs. Il est en conséquent déplorable que des institutions telles que la loterie romande manipulent la population en laissant croire que refuser la LJAr réduirait les redistribution et par extension que bloquer les plateformes en ligne étrangères serait la seule manière de garantir un même niveau de revenu pour la collectivité.



Graphique 3. Revenus de la loterie et des maisons de jeu depuis 2007. Ce graphique montre que les revenus de la loterie n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, contrairement à ceux des casinos qui sont en baisse constante depuis 2007.

Aujourd'hui, les Casinos suisses relativement peu attractifs (en raison notamment du développement de casinos plus permissifs en France voisine) voient la concurrence des plateformes étrangères en ligne comme une menace. Plutôt que d'améliorer le cadre légal ou l'offre existante en Suisse, les casinos préfèrent barrer la route à la concurrence. A l'époque des discussions autour de la LJAr, la commission responsable du dossier au Conseil National était d'ailleurs en faveur d'un système libéral suivant le modèle européen le plus répandu. Suite au lobbying soutenu et sans précédent des casinos, l'assemblée a néanmoins changé d'avis pour protéger ces dinosaures aussi peu attractifs que compétitifs que sont les casinos. Ces derniers accusent les plateformes en ligne bénéficiant de technologies plus modernes de voler leur part du gâteau.

En d'autres mots, la Suisse qui cherche à se présenter à l'international comme un pays leader en matière de digitalisation instaure pour la première fois un blocage d'internet qui a comme unique but de protéger une industrie désuète. Est-ce vraiment là l'image de la Suisse que nous souhaitons donner ? Est-ce là la direction que nous souhaitons vraiment prendre ?